



ASSOCIATION LEIA
Immeuble Logirem Paese Novu Bât R1
Route Royale
20600 BASTIA

RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'organe délibérant,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 3 mai 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LEIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la l'association LEIA à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association LEIA à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association LEIA ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

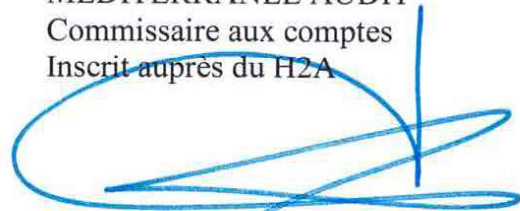
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association LEIA.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en en fait partie intégrante.

Fait à Nice, le 18 mars 2025

EUREX FIDUCIAIRE ILE DE FRANCE
MEDITERRANEE AUDIT
Commissaire aux comptes
Inscrit auprès du H2A

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned over the printed name and title.

Jean-Luc WILLIGENS
Mandataire social et responsable technique

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2024**

A l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT
L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTION N°1 :

Personne

Concernée :

Madame Michèle BELLONE

Nature et objet :

Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI

Modalités :

La convention est conclue pour la période du 16/05/2019 au 16/05/2024. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 16 260,84 euros charges comprises.

CONVENTION N°2 :

Personne

Concernée :

Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet :

Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI en qualité de Chef de Service

Modalités :

La convention est conclue pour la période du 16/05/2019 au 16/05/2024. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 4 825,49 euros charges comprises.

CONVENTION N°3 :

Personne

Concernée :

Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet :

Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI en qualité de Directeur

Modalités :

La convention est conclue pour la période du 01/02/2024 au 01/02/2025. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 61 117,70 euros charges comprises.

CONVENTION N°4 :

Personne

Concernée :

Monsieur GUELFUCCI Benjamin

Nature et objet :

Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI en qualité de Chef de Service

Modalités :

La convention est conclue pour la période du 01/02/2024 au 01/02/2025. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 34 383,62 euros charges comprises.

CONVENTION N°5 :

Personne

Concernée :

Association ADUNITI

Nature et objet :

Facturation diverses

Modalités :

L'association LEIA a facturé à l'association ADUNITI divers frais pour un total de 2 157,09 euros.

CONVENTION N°6 :

Personne

Concernée :

Association ADUNITI

Nature et objet :

Créance

Modalités :

A la clôture de l'exercice, la créance de l'association ADUNITI s'élève à 14 638,72 euros.

CONVENTION N°7 :

Personne

Concernée :

Madame Michèle BELLONE

Nature et objet :

Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Madame Michèle BELLONE, a perçu une rémunération brute de 59 409,86 euros, pour ses fonctions de Directrice.

Madame Michèle BELLONE est partie à la retraite au début de l'année 2024.

CONVENTION N°8 :

Personne

Concernée :

Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet :

Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Monsieur Nicolas GAMBOTTI, a perçu une rémunération brute de 64 849,04 euros, pour ses fonctions directeur à compter du 01/02/2024 en remplacement de Madame Michèle BELLONE.

CONVENTION N°9 :

Personne

Concernée :

Monsieur Benjamin GUELFUCCI

Nature et objet :

Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Monsieur Benjamin GUELFUCCI, a perçu une rémunération brute de 45 640,89 euros, pour ses fonctions de Chef de Service.

Fait à Nice, le 18 mars 2025

EUREX FIDUCIAIRE ILE DE FRANCE
MEDITERRANEE AUDIT
Commissaire aux comptes
Inscrit auprès du H2A



Jean-Luc WILLIGENS

Mandataire social et responsable technique

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT
AU 31 DECEMBRE 2024

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 327	4 879	448	865
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	147 119	89 956	57 162	74 701
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	500		500	500
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 428		2 428	2 428
TOTAL (I)		155 373	94 835	60 538	78 494
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	29 788		29 788	102 957
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	99 660		99 660	62 873
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	3 228		3 228	3 775
	TOTAL (II)	132 676		132 676	169 605
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		288 050	94 835	193 215	248 100
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				2 428	2 428
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	172 284	172 284
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres fonds propres	Autres		
	Report à nouveau	(296 096)	(223 252)
	Excédent ou déficit de l'exercice	14 123	16 828
	Total des fonds propres (situation nette)	(105 940)	(120 063)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	(105 940)	(120 063)
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Fonds reportés et dédiés	Total des autres fonds propres		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	2 384	7 654
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	2 384	7 654
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	75 579	82 869
	Total des provisions	75 579	82 869
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	26 173	38 468
	Emprunts et dettes financières divers	25	37
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 373	19 665
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	163 305	219 469
Ecart de conversion passif	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	13 315	
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	221 191	277 640
TOTAL PASSIF		193 215	248 100
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		14 123,19	16 828,09
(1) Dont à moins d'un an		207 486	277 640
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	75	50
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	128 588	165 235
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	928 963	904 752
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 511	21 886
	Utilisations des fonds dédiés	7 654	17 812
	Autres produits	210	69
Total des produits d'exploitation		1 095 000	1 109 804
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	181 030	190 338
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	58 326	46 003
	Salaires et traitements	613 675	595 550
	Charges sociales	204 912	226 245
	Dotation aux amortissements et dépréciations	17 956	20 024
	Dotation aux provisions		2 005
	Reports en fonds dédiés	2 384	7 654
	Autres charges	19	19
Total des charges d'exploitation		1 078 303	1 087 838
RESULTAT D'EXPLOITATION		16 697	21 966

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		16 697	21 966
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 414	1 035
	Total des produits financiers	1 414	1 035
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	448	621
	Total des charges financières	448	621
RESULTAT FINANCIER		966	415
RESULTAT COURANT avant impôts		17 663	22 380
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 146	427
	Total des produits exceptionnels	1 146	427
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 686	3 816 2 000 163
	Total des charges exceptionnelles	4 686	5 980
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 540)	(5 552)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 097 560	1 111 267
TOTAL DES CHARGES		1 083 437	1 094 439
EXCEDENT ou DEFICIT		14 123	16 828
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Annexe libre

PREAMBULE

Par un dépôt des statuts en Préfecture de Haute Corse, en date du 23 février 1999, l'Association **LIEN ECOUTE INITIATIVE ACCOMPAGNEMENT (LEIA)** a été constituée (récépissé de Déclaration de Création N° 02B1004010).

Par arrêté N°604, en date du 22 avril 1999, le Département de Haute Corse, arrête :

-Article 1 : il est prononcé l'habilitation de l'association « **LIEN ECOUTE INITIATIVE ACCOMPAGNEMENT** » (LEIA) gestionnaire de clubs de prévention.

-Article 2 : l'association « **LEIA** » réalise, dans le cadre de cette habilitation, des actions de prévention spécialisée à destination des jeunes et des familles en difficulté conformément au contrat d'objectifs à conclure avec l'association.

Conformément à l'article L.4421-1 du Code Général des Collectivités territoriales, la collectivité de Corse constitue, à compter du 1^{er} janvier 2018, une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution en lieu et place de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse du Sud et de Haute Corse.

En conséquence, l'habilitation conclue avec le département de Haute Corse est transféré de fait à la Collectivité de Corse, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par arrêté n°2023-14284 en date du 13/10/2023, la Collectivité de Corse a accordé le renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du service de prévention spécialisé géré par l'Association LEIA, pour une durée de 15 ans.

L'objet de l'association est :

La prévention spécialisée est inscrite dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance du CASF, Article L.121-2 :

« Dans les ZUS et dans les lieux où se manifestent des risques de _inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles&.

2° Actions dites de Prévention Spécialisée auprès des jeunes en difficultés ou en rupture avec le milieu ».

Alinéa 1 :

La promotion d'actions sociales et éducatives propres à la prévention spécialisée, la réalisation d'études et de recherches dans ce domaine. Ceci se fera dans le cadre des orientations définies avec la Collectivité de Corse.

Alinéa 2 :

La mise en place d'actions dans le cadre d'autres Politiques Publiques, notamment en matière de Cohésion sociale, afin de répondre aux nouveaux besoins émergents des publics rencontrés.

Alinéa 3 :

L'association LEIA garantit la liberté de conscience, et le respect du principe de non-discrimination pour chacun de ses membres.

Annexe libre

Alinéa 4 :

L'association LEIA garantit l'égal accès des hommes et des femmes aux instances dirigeantes.

Alinéa 5 :

L'association LEIA donne la possibilité aux jeunes (16-18 ans) désirant s'investir de participer aux instances dirigeantes.

Alinéa 6 :

L'association LEIA peut prêter en numéraire et par la mise à disposition de moyens à des associations ayant le même objet social.

Le périmètre de l'activité se définit par les missions confiées aux Clubs de Prévention :

- Présence sociale des éducateurs sur les territoires (Travail de Rue).
- Accompagnement social et éducatif des jeunes afin d'éviter la marginalisation et la délinquance.
- Médiation Sociale
- Suivis Psychologique des jeunes et leur famille.
- Actions collectives, afin de faciliter l'insertion et la cohésion sociale.
- Partenariat avec les institutions, services sociaux, Education National,
- Protection judiciaire de la jeunesse
- Prévention de la radicalisation.

Les territoires d'intervention de l'Association LEIA, sont :

- Bastia Agglomération
- Plaine orientale
- Balagne

Au 31 décembre 2024, les moyens humains, et immobiliers de l'Association sont :

- Moyens immobiliers

L'association dispose en location d'un local pour chacun des trois territoires.

Moyens humains

LEIA emploie 16.75 salariés ETP au 31/12/2024 :

- Un directeur, 0.60 ETP mis à disposition à l'association ADUNITI.
- Un Chef de Service, 0.40 ETP mis à disposition à l'association ADUNITI.
Ces mises à disposition s'élèvent à un total de 116 587 euros.
- Une Psychologue (0,75 ETP)
- Une secrétaire
- Un comptable
- Dix éducateurs
- Deux Adultes Relais

Annexe libre

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association ADUNITI a émis le souhait de transférer son autorisation du dispositif MNA (Arrêté du 30/04/2019 et 06/04/2021) pour son établissement du CISMONTÉ de la Haute Corse à l'association LEIA.

Le conseil d'administration de LEIA du 05/06/2023 a approuvé cette demande de transfert (ADUNITI-CISMONTÉ/LEIA et ADUNITI-PUMONTÉ/FALEP) auprès de la Collectivité de Corse. Pour se conformer aux instructions de la Collectivité de Corse qui préconise qu'il s'agit d'une demande de cession de LEIA à son profit, le dossier est en cours de constitution.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

Annexe libre

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Agencements, aménagements	de 06 à 20 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Annexe libre

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	5 327					5 327
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 327					5 327
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	97 625					97 625
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	47 095					47 095
	Emballages récupérables et divers	2 398					2 398
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	147 119					147 119
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	500					500
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	2 428					2 428
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 928					2 928
TOTAL		155 373					155 373

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 461	418		4 879
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 461	418		4 879
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	37 622	9 763		47 384
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	32 902	7 464		40 366
Emballages récupérables et divers	1 894	312		2 206	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		72 418	17 539		89 956
TOTAL		76 879	17 956		94 835

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	82 869		7 290	75 579
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	82 869		7 290	75 579
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		82 869		7 290	75 579
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				7 290	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 428	2 428	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	204	204	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	15 980	15 980	
	Divers	2 000	2 000	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	11 604	11 604	
	Charges constatées d'avance	3 228	3 228	
TOTAL DES CREANCES		35 445	35 445	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	26 173	12 468	13 705	
	Emprunts et dettes financières divers	25	25		
	Fournisseurs et comptes rattachés	18 373	18 373		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	48 902	48 902		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	106 777	106 777		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 626	7 626		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	13 315	13 315		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		221 191	207 486	13 705	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		12 295			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	172 284				172 284
Autres réserves					
Report à nouveau	(223 252)			72 844	(296 096)
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs	(85 923)	16 828	72 844		3 748
Excédent ou déficit de l'exercice	16 828	(16 828)	14 123		14 123
Situation nette	(120 063)		86 967	72 844	(105 940)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	(120 063)		86 967	72 844	(105 940)

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
FONDS DEDIES VESCOVATO	1 000	1 000		
FONDS DEDIES RADICALISATION	5 626	5 626		
FONDS DEDIES MAIRIE ILE ROUSSE	1 028	1 028		
FONDS DEDIES CAF			2 384	2 384
TOTAL	7 654	7 654	2 384	2 384

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt pjts ss dep
FONDS DEDIES VESCOVATO	1 000		1 000				
FONDS DEDIES RADICALISATION	5 626		5 626				
FONDS DEDIES CAF							2 384
FONDS DEDIES MAIRIE ILE ROUSSE	1 028		1 028				
Totalisation	7 654		7 654				2 384

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics			826 377			826 377
Subventions d'exploitation		81 086		2 500	19 000	102 586
Subventions d'investissement						19 345
TOTAL		81 086	826 377	2 500	19 000	948 308

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
DOTATION GLOBALE CDC	826 377		
SUBV CG ACTIONS CO		2 000	
CHANTIERS BOURSES BASTIA		2 220	
CHANTIER BENEVOLE PLAINE		4 500	
BASTIA CAMPA INSEME		9 000	
AIDE ADULTE RELAIS		65 366	
PLAINE CHANTIER BOURSES		4 500	
BALAGNE CHANTIER BOURSES		2 000	
BALAGNE JARDINS		1 000	
DECLIC		5 000	
CAF BALAGNE		2 500	
OPH2B		3 000	
SDJES BALAGNE		1 500	
Totalisation	826 377	102 586	

**Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat
 et du compte de résultat par origine et destination**
1/2

	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionne ment	Dotations aux provisions et dépréciation	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés figurant dans les rubriques		Total compte de résultat au 31/12/2024
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					Aut pdts liés à la gsité du public	Aut pdts non liés à la gsité du public	
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes									
Achats de marchandises													
Variation de stock													
Achats de mat. approv.													
Variation de stock													
Aut. achats et chges ext.	57 555						123 475						181 030
Aides financières													
Impôts, taxes et vrst ass.							58 326						58 326
Salaires et traitements							613 675						613 675
Charges sociales							204 912						204 912
Dot. aux amts et dép.								17 956					17 956
Dotations aux provisions													
Reports en fonds dédiés										2 384			2 384
Autres charges							19						19
Charges financières							448						448
Charges exceptionnelles							4 686						4 686
Part. salariés auxrésultats													
Impôt sur les bénéfices													
TOTAL	57 555						1 005 541	17 956		2 384			1 083 437

Tableau de rapprochement entre les contributions volontaires en nature
du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination

2/2

	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	Total compte de résultat au 31/12/2024
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens					
Prestations en nature					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Compte de Résultat par Origine et Destination 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	1.1 Cotisations sans contrepartie	75	50
	1.2 Dons, legs et mécénat		
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurances-vie		
	- Mécénat		
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	2.1 Cotisations avec contrepartie		
	2.2 Parrainage des entreprises		
	2.3 Contributions financières sans contrepartie		
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	131 357	166 767
	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	928 963	904 752
	4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	29 511	21 886
	5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	7 654	17 812
Total des produits par origine		1 097 560	1 111 267
CHARGES PAR DESTINATION	1 - MISSIONS SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme	57 555	62 433
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France		
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 005 541	1 004 328
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	17 956	20 024
	5 - IMPOT SUR LES BENEFICES		
	6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	2 384	7 654
	7 - VALEURS NETTES COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	7.2 Autres produits non liés à la générosité du public		
Total des charges par destination		1 083 437	1 094 439
EXCEDENT OU DEFICIT		14 123	16 828

Compte de Résultat par Origine et Destination 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Total des produits par origine		
CHARGES PAR DESTINATION	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
	Réalisées en France		
	Réalisées à l'étranger		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
	3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT		
	Total des charges par destination		

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a retenu la méthode préférentielle ; elle provisionne dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 75 579 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Personnel en CDI
- Date d'entrée, date d'entrée dans la convention.
- Prime = (Prime maximum/nbre d'année pour l'acquérir) X ancienneté acquise X espérance de vie.
- Charges= prime x
- taux de charge

Rémunération des cadres dirigeants

Conformément aux dispositions des articles : L 313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles et L.612-5 du code de commerce, le montant des rémunérations des cadres dirigeants salariés est le suivant pour l'exercice 2024 :

- Madame BELLONE Michèle a perçu une rémunération brute de 59 409.86 euros brut pour l'exercice 2024.
Elle est partie à la retraite au 31/01/2024 et a été remplacée à compter du 01/02/2024.
Elle a perçu une indemnité de départ à la retraite de 36 687 euros bruts provisionnée dans les comptes 2023.
- A compter du 01/02/2024, le Chef de Service M. GAMBOTTI, déjà cadre dirigeant, a pris ses fonctions. Il a perçu une rémunération brute de 64 849.04 euros pour l'exercice 2024.

Afin de le remplacer dans sa fonction de Chef de Service, un recrutement en interne a été organisé, Monsieur GUELFUCCI Benjamin a été sélectionné par la Commission de recrutement. Il a pris ses fonctions le 01/02/2024, au coefficient de 763.2. Pour se conformer aux dispositions de la Convention Collective, il a suivi une formation CAFERUIS.

Effectif ETP

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2.75	1
Non cadres	14.00	0
TOTAL	16.75	1

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 200 E.

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.